

Un joyeux anniversaire

Pour Jean-Claude Juncker, Premier ministre luxembourgeois, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, l'introduction de la monnaie unique européenne a été «le projet le plus enthousiasmant de toute sa carrière politique». C'est en effet sous (sa) présidence luxembourgeoise, que l'introduction de l'euro a été décidée dans le cadre du traité d'Amsterdam. Jean-Claude Juncker a aussi annoncé qu'au 1^{er} janvier 2009, il quitterait le poste de président de l'Eurogroupe.

■ C'est un Premier ministre des grands jours qui s'est présenté devant une salle comble, à l'hémicycle européen du Kirchberg. Il a tenu (respectueusement) tête à Jürgen Stark, membre du comité de direction de la Banque centrale européenne, invité afin de nous expliquer sa vision de l'euro.

Les deux hommes sont d'accord sur de nombreux points, dont un très important: sans la monnaie unique, l'économie européenne et l'Europe tout court se porteraient beaucoup moins bien!

L'euro agit comme «amortisseur» financier, grâce aux restructurations qu'il a rendues possibles. Il a ainsi montré ses effets bénéfiques lors des attentats du 11 septembre 2001, ou comme actuellement avec l'augmentation en flèche du prix du pétrole. En clair, sans lui, les retombées négatives auraient



Jean-Claude Juncker va quitter le poste de président de l'Eurogroupe en janvier 2009

(Photo: Guy Jallay)

été beaucoup plus lourdes. Juncker va même plus loin et affirme que c'est en grande partie dû à la monnaie unique que pendant la crise irakienne de 2003, les pays européens ont fini par se fédérer.

Rappelons-nous, il y avait les pro-Américains et les anti-Américains, deux camps s'étaient formés, et l'effet psychologique de savoir que l'Europe avait quand même quelque chose qui les reliait, en l'occurrence l'euro, a fait que l'on s'est mis autour d'une table pour trouver une solution commune. Le Premier

ministre continue en indiquant que le fait d'avoir voulu d'abord l'union économique et seulement après l'union politique a été le bon choix. Car c'est la puissance des faits (euro) qui prime les idées (politique).

Pour réaliser une politique européenne commune, il faut se doter de moyens pour la mettre en œuvre, et la même monnaie pour toute l'Europe en est un des plus importants.

Bien que décriée par les consommateurs qui lui reprochent d'avoir fait grimper les prix des biens de première néces-

sité, l'euro est devenu la deuxième monnaie de référence mondiale, et elle est respectée partout dans le monde. Ainsi en dix ans, l'inflation moyenne dans la zone euro n'a été que de 2,1 %.

Mais pour Jean-Claude Juncker, tout ceci n'a été et n'est possible que grâce aux «relations qui sont devenues intimes», entre la Banque centrale européenne et l'Eurogroupe. Mais il ne faut cependant pas baisser la garde, la majorité est encore loin!

■ Dominique Di Stefano

Luxembourg Financial Forum: est-ce que les marchés financiers sont pris au piège d'une crise globale?

«La tempête est derrière nous»

Est-ce que les marchés financiers sont pris au piège d'une crise globale? Tel fut le thème principal de la session matinale lors de la troisième édition du Luxembourg Financial Forum qui s'est tenu hier à l'hémicycle du Kirchberg devant 600 auditeurs.

■ En guise d'introduction, le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, a mis en exergue la responsabilité des banquiers face aux turbulences qui affectent les marchés financiers. «Cette crise n'est pas le fruit du hasard», a rétorqué Jean-Claude Juncker la théorie proférée par de nombreux professionnels du secteur, qui affirment que cette crise n'a pas pu être perçue à l'avance. Selon lui, beaucoup de professionnels ont vu venir la crise et ont longtemps averti des risques de certains produits financiers.

Pour analyser les implications et l'impact sur les marchés de la crise financière, Luxembourgfinance, qui a organisé le forum, a invité quatre experts: Cees Maas, Mats Odell, Charles Dallara et Urs Ph. Roth.

Pour le CFO d'ING Group, Cees Maas, la crise est déjà passée mais certains problèmes persistent. Selon lui, la majorité des rectifications de valeurs ont été faites et cela dans un sens qui va plus loin que la valeur réelle du marché.

Le fait que les clients n'ont pas été réellement affectés par la crise (sauf dans le cas Northern Rock, il admet) démontre que la crise n'a



Les experts réunis à l'hémicycle de Kirchberg

(Photo: Guy Jallay)

pas la même implication que les grandes crises financières avec lesquelles celle-ci est comparée. Car la crise a surtout été de nature interbancaire: alors qu'il existe encore assez de liquidités sur le marché, les banques ne se sont plus fait confiance.

Le CEO de la Swiss Bankers Association, Urs Roth, a aussi soutenu le fait que la crise qui touche certaines banques de son pays n'est pas vraiment une crise de liquidités mais de confiance. Pour la majorité des banques, 2007 a même été une année record.

Selon le *managing director* de l'Institute of international finance, Charles Dallara, le gros de la tempête est derrière nous mais on n'est pas encore en eau sûre. Il ne fait aucun doute pour lui, vu

les chiffres récents, que la conjoncture américaine tourne au ralenti et qu'elle flirte avec la récession. La confiance face aux banquiers est aussi fortement entamée mais le problème majeur pourrait devenir l'inflation galopante de certains pays (à plus de huit pour cent) qui pourrait devenir un phénomène global qu'il faudra prendre en main.

Pour éviter les crises comme celles-ci à l'avenir, il faudra réformer certains pans du secteur. L'industrie doit se doter de nouveaux *benchmarks* afin de connaître les limites où elle peut aller, mais on ne peut pas laisser le marché se réguler tout seul et il faut repenser les mesures de contrôle.

Le spécialiste américain veut éviter une surcharge de l'appareil

de contrôle financier qui pourrait devenir un facteur qui entraverait le marché et deviendrait un poste de coûts important. Par contre, il n'est pas possible que les agences de contrôle restent locales alors que le marché et les entreprises sont mondiaux depuis longtemps.

Sans vouloir de *superregulator* les experts voient la nécessité des instances de contrôle d'augmenter la coopération (cela sera un thème de la prochaine réunion du conseil de l'Ecofin). Une mesure de contrôle doit aussi exister pour les agences de rating, qui selon les experts ont leur part de responsabilité.

Le ministre suédois des Finances, Mats Odell, a mis en exergue que son pays va prendre des mesures pour capitaliser les sociétés qui sont *too big to fail*. Alors que les autres pays sont réticents de financer les entreprises en difficulté, le pays scandinave préfère ce cas de figure aux conséquences qu'entraînerait une crise d'un grand établissement.

Dans ce sens, Urs Roth a expliqué que les injections massives d'argent des banques centrales suffisent pour maîtriser la crise. Les instituts suisses n'ont jamais eu besoin d'argent du contribuable. Face aux troubles que connaît la place financière islandaise, Mats Odell a mentionné le fait que les accords d'échanges de ligne de crédits euros/couronnes islandaises, entrepris par les banques centrales scandinaves, a suffi à calmer le jeu sur le marché.

■ Ronny Wolff